

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">REFORME TERRITORIALE Comité de suivi du 12 octobre 2015 Modalités financières d'accompagnement</p> |
|--|

Création d'une prime spécifique aux réorganisations régionales (PARRE)
(décret 2015-1120 et arrêté du 4 septembre 2015)

Bénéficiaires : agents affectés depuis plus d'un an, mutés ou déplacés à la suite de la suppression ou du transfert de leur poste (mutations à l'initiative de l'agent ou de l'administration, quel que soit le poste d'arrivée)

Modalités d'attribution :

Un barème interministériel unique revalorisé (jusqu'à 30 000 €) et progressif en fonction des distances géographiques,

En cas de changement de résidence familiale, prise en compte de la composition de la cellule familiale et du célibat géographique,

L'indemnisation de la mobilité du conjoint en cas de cessation de l'activité professionnelle (6 100 €),

L'indemnisation des mobilités fonctionnelles dans le cas de mutations à l'initiative de l'administration sous réserve d'une formation professionnelle de 5 jours minimum pour la prise de poste (montant forfaitaire de 500 €).

A la demande de l'agent, fractionnement de la PARRE, même montant sur deux années consécutives.

Des indemnités cumulables en fonction des situations individuelles

Adaptation du dispositif de l'indemnité de départ volontaire (IDV) (décret 2015-1120 du 04/09/15)

Bénéficiaires : Agents dont le poste est supprimé ou fait l'objet d'une restructuration, qui démissionnent de la fonction publique. Jusqu'à 2 ans avant l'âge d'ouverture des droits à pension

Modalités d'attribution :

Un barème interministériel progressif directement fonction de l'ancienneté de l'agent

Un mois de rémunération par année d'ancienneté, dans la limite de deux ans de rémunération.

Rémunération indiciaire + primes fonctionnelles et statutaires (assiette du complément indemnitaire d'accompagnement - décret 2014-507) - Sur la base de la rémunération de l'année civile précédente

Assouplissement de la limite d'âge permettant de bénéficier de l'indemnité par rapport au régime de droit commun, pour éviter les mobilités géographiques aux agents proches du départ en retraite

Autres mesures

- Dérogation aux règles de prise en charge des frais de déménagement (décret 2015-1120 du 04/09/15)

Extension de la majoration de 20% (actuellement réservées aux seules mutations d'office) à l'ensemble des mobilités occasionnées par la réorganisation régionale.

- Possibilité de bénéficier de l'indemnité d'accompagnement à la mobilité (décret 2011-513)

Cette indemnité permet de conserver le montant indemnitaire de l'agent lors d'une restructuration même s'il dépasse le plafond indemnitaire du service d'accueil (durée de 3 ans).

- Possibilité de bénéficier du complément indemnitaire d'accompagnement (décret 2014-507)

Ce dispositif compense le différentiel indemnitaire éventuel lors d'une mutation dans une autre fonction publique en cas de suppression de poste (dégressivité sur 7ans).

Maintien de la NBI pour les agents de toutes catégories (décret 2015-1043 du 20/08/15)

Pour les agents qui ont un nouvel emploi, du fait de la nouvelle organisation des services déconcentrés de l'Etat en région, dans les régions faisant l'objet d'un regroupement. Si cet emploi n'ouvre pas droit à NBI ou ouvrant droit à une NBI d'un montant inférieur :

pendant 3 ans maintien du total des points de NBI ;

la 4ème année : perception de deux tiers de la NBI ;

la 5ème année : perception du tiers de la NBI.